

DIPLOMATIE

[Tribune] Pour de nouvelles modalités de coopération entre les pays arabes en transition et le G7

17 septembre 2018 à 18h04 |



Par **Radhi Meddeb**

PDG de Comete Engineering, président fondateur de l'association Action et développement solidaire.



Dans un discours prononcé à l'occasion de la réunion conclusive du Partenariat de Deauville, le 20 juin dernier à Tunis, Radhi Meddeb, président de l'association Action et développement solidaire a fait l'état des lieux de la nouvelle donne qu'il appelle de ses vœux entre les pays arabes et le G7. En voici la retranscription intégrale.

Le partenariat de Deauville a été lancé en mai 2011, sous la présidence française du G8, comme une réponse aux changements historiques alors en cours dans plusieurs pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord. Mais depuis son lancement, la situation a drastiquement changé dans l'ensemble des pays concernés par ce partenariat.

En 2011, les populations des pays arabes en transition, leurs sociétés civiles, encore balbutiantes, leurs populations éreintées de décennies de dictature et de marginalisation, avaient ressenti un grand espoir suite à la rencontre de Deauville : l'espoir d'être accompagnées massivement par les pays du G8 vers plus de démocratie, de meilleures conditions sociales et plus d'opportunités économiques.

Le G8 avait défini les axes du soutien à leur apporter, et mobilisé certains partenaires – dont les puissances régionales que sont la [Turquie](#) et les [pays du Golfe](#) – ainsi que les institutions multilatérales pour les soutenir, selon ce programme. Les chemins empruntés par ces derniers étaient différents pour chacun : révolution pacifique, réformes ou tourbillon sécuritaire et politique, y compris guerre civile.



Andrew Burton/AP/SIPA

LE SOUTIEN DES PAYS DU GOLFE N'A ÉTÉ NI À LA HAUTEUR DES ATTENTES DES PAYS EN TRANSITION, NI EN RAPPORT AVEC LES EXIGENCES DE LA SITUATION

Le soutien des pays du Golfe n'a été ni à la hauteur des attentes des pays en transition, ni en rapport avec les exigences de la situation. Le sentiment partagé dans les pays en transition démocratique est qu'il était difficilement envisageable que des monarchies puissent accompagner leur démocratisation. Les institutions multilatérales ont apporté un soutien significativement supérieur à celui apporté par le passé, sans être en rupture totale pour constituer une réponse adaptée aux immenses défis nouveaux de la situation. Elles ont fait plus, mais en restant centrées sur leur mission, souvent contraintes par les limites des risques pays qui leur sont imposées par le marché.

>>> À LIRE – [Printemps arabes : que reste-t-il du vent révolutionnaire de 2011 ?](#)

Les pays en transition devaient faire face aux besoins de développement, de création d'emplois et d'amélioration des conditions de vie de leurs populations, tout en faisant face à des besoins nouveaux de sécurité et de stabilisation. « Les pays de la région font face à de grandes pressions supplémentaires, dont notamment la nécessité d'offrir l'hospitalité aux réfugiés fuyant la peur et la violence », déclarait en octobre 2015 [Werner Hoyer](#), président de la [Banque européenne d'investissement](#).

Les besoins financiers générés par la stabilisation sécuritaire ont été en rupture totale avec les moyens historiquement dédiés par ces pays en transition à leurs dépenses militaires et

sécuritaires. Ils ont été souvent satisfaits par des arbitrages en défaveur des dépenses de développement, accroissant par là même l'insatisfaction des populations.

Tirer les leçons des sept dernières années

Aujourd'hui, les pays en transition sont à des stades très différents de leur évolution politique, sécuritaire, sociale ou économique. Plus que jamais, ils ont besoin d'être accompagnés dans leurs transitions différenciées.

Les pays, un par un, doivent tirer les leçons de l'expérience des sept dernières années, mais aussi des raisons qui étaient derrière les soulèvements des peuples de la région en 2010-2011, et qui sont restées largement insatisfaites – sinon ignorées, dans bien des cas. Ils devraient focaliser leur attention et orienter leurs politiques publiques, pour que plus d'opportunités économiques soient à la portée de leurs populations, et de meilleures conditions sociales leur soient accessibles.



Ahmad Hammad/AP/SIPA

>>> À LIRE – [Radhi Meddeb : « En Tunisie, chacun passe les réformes au suivant »](#)

La transition économique, les réformes qu'elle suppose mais aussi une gouvernance de meilleure qualité avec plus de légitimité, d'appropriation et de redevabilité, ainsi qu'une société civile forte et impliquée, sont des ingrédients incontournables sur la voie de l'établissement de la stabilité et de la démocratie. Ce sont là des préalables politiques à tout redressement économique durable et inclusif. Dans ces conditions, de nouvelles modalités de coopération entre [les pays arabes en transition](#) et le G7 doivent être identifiées. De nouveaux logiciels doivent être inventés pour gérer ces nouvelles coopérations et favoriser l'inclusion financière, économique, sociale et politique.

Les pays arabes, frontière sud de l'Europe

La sécurité et la stabilité de la région sont des biens publics globaux qui auraient dû être mutualisés et pris en charge globalement. Les pays en transition sont la frontière sud de l'Europe, et son dernier rempart face aux migrations du sud et de l'est. Leur sécurité et leur

stabilisation sont essentielles pour l'Europe et au-delà. La sécurité de la région doit être abordée de manière globale. Une approche mutualisée doit être mise en place pour faire face aux menaces de déstabilisation, tant internes qu'externes.



Boris Grdanoski/AP/SIPA

Il est important que la communauté internationale, sous l'impulsion du [G7](#), aide les pays en transition à se stabiliser, à recouvrer leur souveraineté, et que cessent les ingérences de pays tiers dans leurs affaires intérieures. Les guerres au [Yémen](#), en [Syrie](#) et en [Libye](#), n'ont que trop duré. Les populations sont éreintées. Les pays sont totalement à genoux, les crises humanitaires menacent. Ces situations sont indignes du XXIe siècle. [Ce que l'Europe a fait avec la Turquie pour gérer la crise migratoire syrienne](#), la communauté internationale aurait dû le faire pour épauler la [Tunisie](#) dans la gestion de la crise migratoire libyenne, et d'autres pays en transition pour les flux subsahariens.

LE LIBRE ÉCHANGE, SEUL, N'A JAMAIS FAIT LE DÉVELOPPEMENT. (...) IL FAUDRA PASSER DU LIBRE ÉCHANGE AU CO-DÉVELOPPEMENT

[Le libre échange](#) proposé par l'Europe à ses partenaires du sud est strictement insuffisant et dépassé. Le libre échange, seul, n'a jamais fait le développement. De multiples contre-exemples sont là pour le démontrer : géographiquement, historiquement... Il faudra passer du libre échange au co-développement. De nouvelles solidarités régionales doivent être impulsées pour éviter que des millions de migrants ne soient contraints au départ pour des raisons sécuritaires, mais aussi économiques ou climatiques.

>>> À LIRE – [Tunisie : l'ardente nécessité de l'investissement privé](#)

La société civile doit être renforcée et associée de manière plus effective dans les choix politiques, économiques et sociaux. Les pouvoirs locaux doivent être favorisés à travers un appui à la décentralisation et au renforcement des capacités locales. La participation des jeunes à la vie publique doit être favorisée. Aujourd'hui, dans bien des pays

de la région, le fossé générationnel, le désintérêt des jeunes pour la chose publique et la perte d'espoir, aboutissent à la tentation inéluctable de l'émigration légale ou sauvage, à [la fuite des cerveaux](#), au jihâd ou à l'émigration clandestine.

Autonomisation des femmes et libertés individuelles

Les femmes devraient bénéficier de plus d'autonomisation et de droits. À une exception près, [celle de la Tunisie](#), leur situation reste marginalisée. Leurs droits sont méconnus et leur participation à la vie économique et politique ignorée. Même en Tunisie, malgré les avancées historiques et celles plus récentes liées au Code électoral, la femme continue à souffrir de multiples discriminations au nom de la religion, de la culture et du legs historique. Il est important que la femme puisse accéder à plus d'égalité des chances, que ses droits soient moins formels et que face au chômage, à l'abandon scolaire, à l'héritage, au salaire pour un emploi équivalent, à la garde d'enfants, sa position soit l'équivalent de celle de son conjoint.



Hassene Dridi/AP/SIPA

>>> À LIRE – Tunisie : huit femmes puissantes

Nous en sommes encore très loin dans l'ensemble de la région. Ce ne sont pas de nouveaux textes de lois qui, seuls, pourront changer le quotidien des populations. Le changement devra être culturel. Il ne sera effectif que sur le long terme et devra être favorisé par l'éducation, l'information, l'ouverture sur le monde et le partage des meilleures pratiques.

[La situation des libertés individuelles et des droits humains](#) n'a pas toujours progressé dans la région au cours des dernières années. Les évolutions ont été différentes d'un pays à l'autre. Souvent, les conflits tribaux, religieux ou idéologiques ont bafoué les droits humains et les libertés individuelles. La [démocratie](#) a été quelquefois instrumentalisée pour justifier la violence hégémonique d'une majorité sur des minorités ne partageant pas toutes ses convictions. Chacun des pays de la région a besoin d'inventer, non pas son propre consensus, mais son nouveau contrat social permettant le vivre ensemble dans le respect des différences.

À COURT TERME ET A MINIMA, UNE COMPENSATION FINANCIÈRE DOIT ÊTRE VERSÉE PAR TOUT OPÉRATEUR DU NORD QUI RÉCUPÈRE UNE COMPÉTENCE DU SUD

Le brain drain prend des proportions alarmantes avec les départs organisés de milliers de compétences des pays du Sud de la région vers les pays du Nord. Il concerne les professions médicales, les métiers de l'ingénieur, les technologies de l'information... Il s'apparente de plus en plus à un pillage de compétences formées par les pays du sud au profit de pays du Nord. À court terme et *a minima*, une compensation financière doit être versée par tout opérateur du Nord qui récupère une compétence du Sud. La libre circulation des professionnels doit être instituée dans la région. On ne peut pas prôner le libre-échange et cantonner les opérateurs économiques chacun chez soi.

Erasmus du sud et Banque de développement régionale

Un large programme de type Erasmus doit être mis en place au profit de tous les étudiants de la rive sud de la Méditerranée. Ce serait là une immense opportunité pour ouvrir tous ces jeunes sur la modernité et la citoyenneté globale. Ce serait également le meilleur vaccin contre toute tentation d'extrémisme et de radicalisation.

Les pays en transition doivent pouvoir accéder aux structures et dispositifs de recherche et d'innovation européens. Ils doivent pouvoir bénéficier de fonds structurels européens et de la garantie d'institutions multilatérales (BEI, BCE...) pour lever des fonds à des conditions soutenables. Ils doivent mettre en place une Banque de développement régionale pour la reconstruction des pays largement affectés par les guerres et les années de déshérence. Les besoins financiers sont tels que les structures actuelles de financement du développement sont largement insuffisantes pour y faire face.

Le monde avait anticipé la fin de la deuxième guerre mondiale en créant, par les accords de Bretton Woods de 1944, la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) et le Fonds monétaire international (FMI). Il doit faire preuve aujourd'hui de volontarisme et de vision pour mettre en place les outils nécessaires à la reconstruction de la région et à sa projection dans la modernité et les meilleures pratiques. Le G7 pourrait y contribuer grandement. Ayons les uns et les autres l'ambition de nos rêves pour un avenir emprunt de solidarité, de coopération et de paix partagée.